

STOP A LA DESTRUCTION PROGRAMMEE DE LA DGFIP !

Nul ne peut désormais douter que le gouvernement veut casser l'outil de travail des salariés. Les attaques portées à la DGFIP relèvent de la même idéologie que celle de la loi « travail ».

LE CONSTAT

- 80 milliards d'euros par an de fraude fiscale,
- Des cadeaux mirifiques aux entreprises (CFE, CICE, Crédit Recherche : déjà 46 Mds d'€),
- Plus de 35000 emplois supprimés en 14 ans, et au moins 2300 suppressions pour 2017,
- Plus de 540 trésoreries fermées à ce jour depuis l'application des plans de restructurations,
- Des médias qui stigmatisent et décrédibilisent les fonctionnaires et le service public,
- La mise en place du PPCR et de la RIFSEEP,
- Des moyens en baisse continue qui détériorent toujours plus les conditions de travail.

**Exigeons des moyens humains, budgétaires, et législatifs
pour travailler dans de bonnes conditions !!!**

Si combattre la régression sociale passe par le retrait de la loi « El Khomri », à la DGFIP, exigeons :

- Le recrutement des listes complémentaires des concours, l'arrêt des suppressions d'emplois et un plan pluriannuel de recrutement pour renforcer l'exercice de nos missions,
- Un moratoire sur les restructurations et les réorganisations incessantes,
- Un point d'indice à 5€ et une revalorisation de 60 points d'indice pour tous,
- L'amélioration des conditions de vie au travail, un retour au mode d'encadrement qui fait du soutien technique une priorité ainsi qu'un véritable plan de prévention des risques psycho-sociaux,
- Le remboursement des frais de mission à la hauteur des sommes engagées afin qu'aucun agent ne paie pour travailler,
- Un plan ambitieux de reconnaissance des qualifications se traduisant par davantage de promotions internes.

**TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 2 JUIN A LA DGFIP.
MOBILISONS NOUS !**

La DGFIP, à l'instar d'autres secteurs déjà engagés dans l'action, y compris sur des problématiques qui leur sont propres, ne peut pas rester en dehors de ce combat.

Au plan local, en accord avec l'appel national intersyndical, la section Solidaires Finances Publiques Nord appelle les agents de la DRFiP à s'inscrire le 2 juin dans une journée d'actions et de grève à la DGFIP pour exiger les moyens nécessaires à l'exercice normal de ses missions et au respect des agents.